



LES ACTIONS SOCIALES ET LA RESILIENCE EN SECURITE ALIMENTAIRE DES MENAGES VULNERABLES: CAS DE LA COMMUNE DE KARIMAMA AU BENIN

| Edoun Emmanuel Guy¹ | and | Mongbo L. Roch¹ |

¹ Université d'Abomey-Calavi (UAC) | Ecole Doctorale Pluridisciplinaire | Laboratoire d'Analyse des Dynamiques Sociales et des Etudes du Développement (LADYD) | Abomey-Calavi | Bénin |

| Received | 22 June 2018 |

| Published 23 June 2018 |

| ID Article | Edoun-ManuscriptRef.1-ajira230618 |

Résumé

Introduction: A l'intérieur des pays dits de "confort alimentaire" ou de sécurité "alimentaire apparente", il existe des poches d'insécurité alimentaire critique où la dégradation des conditions de vie des ménages a des conséquences lourdes sur leurs capacités à accéder régulièrement, quantitativement et qualitativement aux denrées alimentaires. Karimama, Commune située au Nord-est du Bénin à la frontière du Niger et du Burkina-Faso, est l'une de ces poches d'insécurité alimentaire criarde. Dans cette région où l'insécurité alimentaire chronique et conjoncturelle sont de plus en plus entremêlées et s'alimentent entre elles, une culture de résilience qui prend en compte les dynamiques socioculturelles s'avèrent nécessaire. **Objectifs:** C'est pour appréhender ces dynamiques que cet article s'est fixé pour objectif d'identifier les systèmes sociaux déterminant la résilience à l'insécurité alimentaire des ménages vulnérables dans la commune. **Méthodes:** A travers une approche qualitative se basant à la fois sur les travaux théoriques d'Amartya SEN, les "capabilités" et sur ceux de Wax WEBER, le "sens de l'action sociale", l'étude a été conduite au niveau village et au sein des ménages vulnérables. **Résultats:** Il ressort que dans la commune de Karimama, le paysage des risques est assez vaste. La fréquence des chocs et la réalisation des risques qui fragilisent les moyens d'existence des populations réduisent ainsi la structure de capacités des ménages vulnérables. Cette situation devenue structurelle a amené les ménages, malgré la limite des opportunités que leur offre leur environnement, à développer, en puisant dans leur système social, des stratégies et des ressources leur permettant de s'assurer leur alimentation, peut-être défailante, mais régulière. **Conclusion:** La construction de la résilience en sécurité alimentaire et nutritionnelle devraient s'appuyer sur ces dynamiques sociales pour des résultats plus conséquents.

Mots clés : action sociale, résilience, savoirs locaux, sécurité alimentaire et Bénin.

Abstract:

Background: There are pockets of critical food insecurity in countries known as "food comfort", or "apparent food" security, where the deterioration of households living conditions has some serious implications for their abilities to access quantitatively and qualitatively to foodstuffs. Karimama, a Commune situated in the North-West of Benin at the border between Niger and Burkina Faso is one of the pockets of insistent food insecurity. In this region, where chronic and cyclical food insecurity is increasingly intermingled and feeding on each other, a culture of resilience that takes into account socio-cultural dynamics is proved to be requisite. **Objectives:** It is from this point of view that this article has as objective the identification of the social systems that determine the resilience to food insecurity of vulnerable households in the Commune. **Methods:** Through a qualitative approach based on at the same time on the theoretical works of Amartya SEN, the "capabilities" and Wax WEBER's the "sense of social action", the study was conducted at the level of the village and within vulnerable households. **Results:** It is clear that the risks are quite extensive. The frequency of shocks and the realization of risks weaken the livelihoods of populations, thus reducing the capabilities structure of vulnerable households. This situation which has become structural, has led households despite the limitation of opportunities offered by their environment to develop strategies and resources from their social systems to ensure their food supply which may be failing but regular. **Conclusion:** The construction of resilience in food and nutrition security should be based on these social dynamics for greater results.

Key words: Social action, resilience, local knowledge, food security and Benin.

1. INTRODUCTION

Bien que le Bénin soit un pays côtier, la sécurité alimentaire et la malnutrition demeurent un problème dans plusieurs régions où l'incidence de la pauvreté reste très élevée et où les phénomènes naturels tels que les inondations et les sécheresses sont récurrents. Ces risques donnent lieu à des conditions de vie instables et à des niveaux d'incertitude accrus pour les populations locales. A cause des pressions sociales, économiques, environnementales et politiques au sein de la société, les pratiques pour gérer ces risques échouent car au cœur de nombreuses catastrophes naturelles, on trouve rarement des causes uniques mais plutôt des dimensions et des facteurs interagissant et interdépendants » [1]. Mais lorsque des situations difficiles se présentent, l'être humain trouve des moyens pour se relever. Certes, les capacités

sont différentes d'un individu à un autre, d'un groupe social à un autre mais quoiqu'il en soit, chaque entité possède un bagage de vie qui lui permet d'utiliser des éléments positifs qui l'aideront dans les moments difficiles. En nous amenant à reprendre du pouvoir sur notre vie et à ne pas rester dans une position de victime après un coup dur, la résilience fait appel à nos ressources, aux parties saines qui existent en nous [2]. Les stratégies fines et très diversifiées que les populations mettent en place pour prévenir, ou faire face à une crise indiquent leur capacité ou l'espace des capacités dont dispose des groupes et des individus. Plus la structure des capacités sera forte et diversifiée, moins l'individu sera vulnérable [3]. La résilience est un concept composite. Il intègre des facteurs environnementaux, sociaux, économiques, politiques, démographiques, culturels, et de genre dans la description de la capacité à récupérer, à s'adapter et à évoluer dans le sillage des chocs périodiques [4]. Le concept de résilience aide à repenser conjointement les interventions d'urgence et d'aide au développement pour mieux prendre en compte les dynamiques en présence à plusieurs échelles, les trajectoires longues et les temps courts ainsi que la multiplicité et l'imprévisibilité des chocs que subissent les populations les plus vulnérables [5]. C'est ce qui explique que les interventions qualifiées de renforcement de la résilience font appel le plus souvent à des transferts de biens (intrants par exemple) ou d'argent dits transferts sociaux ciblés sur des individus ou des ménages [6,7]. En effet, la fourniture du soutien aux Moyens d'Existence a un impact positif sur l'autonomie des personnes et leur permet de s'assurer leur autosuffisance et de rompre avec les dynamiques de dépendance. Mais, cet appui se fait, le plus souvent, au détriment des pratiques et dynamiques locales ainsi certaines réponses pouvant augmenter les vulnérabilités des autres. C'est pour corriger cet aspect qu'a émergé le plaidoyer pour coupler les interventions spécifiques de sécurité alimentaire à d'autres telles que des interventions de prévention et gestion des catastrophes naturelles [8,9,10], de réponses au changement climatique [11,12,13] prenant en compte les dimensions tant économiques, que politiques, sociales, culturelles et naturelles [14]. Malgré ces efforts, la détermination de la résilience des ménages en sécurité alimentaire se fait par des approches trop quantitatives qui se focalisent sur les catastrophes naturelles et les solutions en infrastructure physique sans porter l'attention nécessaire sur le vécu subjectif des personnes et l'expérience des acteurs locaux. Il s'avère important alors de réfléchir aux implications de la prise en compte des systèmes sociaux dans le renforcement de la résilience à la sécurité alimentaire des ménages vulnérables.

L'analyse des systèmes sociaux se rapportent aux réalités changeantes des populations locales, leurs savoirs et pratiques en ce qui concerne la gestion des risques et des crises alimentaires, ainsi que des solutions stratégiques à long terme. À cet égard, renforcer la résilience signifie repenser et transformer les relations et les institutions de telle manière que les acteurs pertinents assument leurs rôles et leurs responsabilités avant, pendant et après les catastrophes naturelles (induites par le climat) dans un environnement toujours changeant. C'est pour cette raison que cet article se fixe pour objectif d'identifier les systèmes sociaux déterminants la résilience à l'insécurité alimentaire des ménages vulnérables de la commune de Karimama; une commune située au Nord-est du Bénin. Si l'on considère le caractère structurel des crises alimentaires et nutritionnelles dans la Commune et la multitude d'initiatives lancées par un large éventail de partenaires au développement ayant pour objectif lutte contre l'insécurité alimentaire et la malnutrition, on se rend compte qu'il est nécessaire de trouver les dynamiques socioculturelles qui visent à renforcer la résilience dans la Commune. L'analyse des actions sociales déterminant la résilience s'articule autour de trois principales idées: l'analyse du paysage des risques dans la commune, la détermination des structures des capacités des ménages et l'identification des actions sociales des différents acteurs de développement, actions qui participent de la construction de la résilience dans la commune.

2. MATERIELS AND METHODES

Le milieu d'étude et l'échantillonnage des ménages enquêtés, la collecte et l'analyse des données sont les étapes décrites dans cette partie méthodologique.

2.1 Milieu d'étude et échantillonnage

L'étude a été conduite dans la Commune de Karimama située entre 12°40" de latitude Nord et 3°10'60" de longitude Est. Son altitude moyenne est de 200 m au-dessus du niveau de la mer dont elle est à plus de 773 km à vol d'oiseau. Le climat de la Commune est de type sahélo-soudanien marqué par une saison sèche de Novembre à Avril. La Commune se trouve dans la vallée du Niger qui va de Kargui jusqu'au Mékrou. Le relief est dans l'ensemble peu accidenté avec une extension terminale de la chaîne de l'Atacora au Sud-Ouest de la zone. Karimama dispose d'une importante superficie de basfonds, d'un important réseau hydraulique (fleuve Niger, Mékrou, Alibori), du Parc W et d'autres aires protégées (rôneraie de Goroubi) et d'un gisement de fer à Loumbou-Loumbou. La Commune de Karimama occupe une superficie de 6 102 km² dont 40.000 ha de terres cultivables. Elle est limitée au Nord par le fleuve Niger (frontière naturelle), au Sud-ouest par la Commune de Banikoara, au Sud-est par la Commune de Kandi, à l'Est par la Commune de Malanville et à l'Ouest par le Burkina-Faso. Ces caractéristiques sont à la fois un atout et une contrainte pour la sécurité alimentaire des ménages. Nous avons mené une étude qualitative utilisant des groupes de discussion et des entretiens individuels semi-structurés. Les données ont été recueillies dans le cadre de notre recherche en thèse et d'une enquête préalable d'« Household Economy Approach (HEA), réalisée par la PBSA (Plate-forme Béninoise pour la Sécurité Alimentaire). Le niveau d'observation est le ménage. 530 ménages ont été enquêtés, repartis dans quatorze villages vulnérables. La sélection des villages d'enquêtes s'est fait par choix raisonné.

2.2 Collecte et analyse des données

Pour la collecte des données sur le terrain, la technique de l'entretien semi structuré avec les ménages et de l'enquête au niveau communautaire a été adoptée. L'entretien avec les ménages est orienté sur les conditions de vie, les revenus et le détail des activités productives et alimentaires. L'enquête au niveau communautaire a permis de recueillir les informations sur les infrastructures existantes : présence de services publics, desserte en transports, marchés, enclavement. Mais, au-delà de ces aspects descriptifs, certains modules de l'enquête ont abordé les risques sur la production, les problèmes d'insécurité, le capital social et le niveau socioéconomique de la population. Ces informations ont été recueillies auprès d'informateurs privilégiés (instituteurs, maires, agents déconcentrés de services publics) ou encore sous forme de « focus group » de 6 à 8 personnes rassemblées de façon formelle. Les informations recueillies par questionnaire sont essentiellement qualitatives, mais elles sont croisées avec des données quantitatives (pluviométrie, relevés de prix sur les marchés, données de malnutrition, etc.). Les objectifs sont d'estimer l'évolution de la production vivrière et les problèmes qu'elle rencontre (sécheresse, inondation, attaques et contraintes de tout genre), mais aussi de suivre l'offre de produits alimentaires de base sur les marchés ainsi que les tensions sur les prix. Il sont aussi repérés des indicateurs pertinents qui marquent le signe d'un début de crise: décapitalisation des actifs des ménages, pression sur les moyens d'existence, stratégies d'adaptation en cas de chocs ou mouvements de population. Enfin, les données dépouillées, traitées ont été analysées à l'aide du logiciel SPSS 21 pour la réalisation des tableaux et figures. Enfin une analyse historique complétant celle statistique a permis de mettre en exergue les différents facteurs ayant permis aux ménages de faire face aux diverses contraintes qui se présentent à eux et de faire sa prise alimentaire malgré l'hostilité de l'environnement.

3. RESULTS

1. Le paysage des risques d'insécurité alimentaire dans la commune

Dans la Commune de Karimama, les ménages sont soumis à différents types de risque, de nature, de gravité et de périodicité différente. Les facteurs de risques de ménages se présentent sous deux formes: structurelle et conjoncturelle. La connaissance des facteurs de risques permet aux ménages non seulement d'identifier les causes mais aussi de comprendre pourquoi elles sont exposées à ces risques.

1.1. Les facteurs structurels de risques d'insécurité alimentaire

Les facteurs démographiques, l'accès à la terre, la faible production agricole, l'enclavement de la commune, l'accès aux infrastructures de base, et les conflits entre producteurs-éleveurs constituent des facteurs structurels de risque d'insécurité alimentaire dans la commune. Karimama a une population estimée à 76142 habitants en 2017, avec un taux de croissance de 3,1 % [15]. Cette population a pratiquement doublé en 15 ans puisqu'en 2002, elle était estimée à 39579 habitants. Cette croissance démographique galopante exerce une forte pression sur les ressources foncières déjà limitées. Cela se traduit par le morcèlement des terres cultivables qui ne dépasse guère 0,5 ha en moyenne par ménage. Au problème préoccupant de la démographie et de manque de pâturage s'ajoute la plus grande difficulté, la Réserve Transfrontalière de Biosphère du W (RTBW) qui occupe les cinq sixième (5/6) de la superficie totale de la commune. Le Parc W en effet, réduit la zone « habitable » de la Commune à une bande d'au plus 15 km de large le long du fleuve Niger, 469 km² des 6 102 km² de superficie totale. La densité moyenne de la population est ainsi de 84,39 habitants/km². Elle est forte d'autant plus pour une population agricole et une Commune perçue comme la porte d'entrée de la transhumance transfrontalière. La taille moyenne des ménages ruraux est de 7,4. La réduction des moyens de production a une incidence négative sur la productivité agricole dans la mesure où les productions couvrent à peine sept (07) mois de besoins dans l'année et la commune est dépendante par rapport à l'alimentation.

Puisque le Parc W occupe les 5/6 de la superficie totale de la commune, le 1/6 restant est destiné à la fois à l'habitation, l'Agriculture et l'élevage. La surface cultivable s'estime à 1/10 des terres de la commune, sa gestion est la source de fréquents conflits entre agriculteurs et éleveurs (tableau I).

Tableau 1 : Nombre de couloirs de passage et nombre moyen de conflits entre agriculteurs et éleveurs.

Arrondissements	Nombre de couloirs de passage	Nombre de cas de divagations des bêtes dans les champs		
		Réglés à la brigade/police	Réglés à l'amiable	Nombre total de cas
Karimama centre	1	4	3	7
Kompa	3	5	4	9
Monsey	4	0	4	4
Bogo-Bogo	2	8	4	12
Birni Lafia	2	3	10	13
Total	12	20	25	45

L'insuffisance de couloirs de passage dans la commune et le non-respect de ceux qui existent par les agriculteurs constituent la raison évoquée pour justifier les cas de divagation que l'on enregistre au moment des récoltes, de novembre à janvier. Ces conflits du fait des pertes énormes de temps et d'argent constituent d'importants facteurs de vulnérabilités des ménages. Le renforcement de la résilience des populations passe également par l'accès aux infrastructures de base (les routes, les pistes de desserte, les équipements de stockage, les écoles, les centre de santé, etc.). La commune est accessible par voie terrestre en latérite à partir de Guéné (43 km) et par voie fluviale sur le fleuve Niger à partir de la commune de Malanville. Mais la voie terrestre en latérite de Guéné est totalement dégradée et pour une distance de 43 km, il faut plus de trois (03) heures en véhicule pour la parcourir. Cette pénibilité d'accès à la commune crée son enclavement et limite par conséquent l'accès des ménages au marché. En ce qui concerne les centres de santé dans la commune, leur nombre est très limité. La commune, toute entière, ne dispose que de six (06) formations sanitaires composés d'un (01) centre communal de santé (CCS) et de cinq (05) dispensaires et unités villageoises de santé. Le personnel exerçant est constitué d'une infirmière, d'un infirmier, d'une sage-femme et aucun médecin. Il n'y a ni laboratoire, ni technicien pour les analyses de sang. La commune souffre cruellement d'un déficit de ressources humaines qualifiées dans le secteur de la santé. A tous ces facteurs, s'ajoute l'extrême pauvreté qui touche la commune. L'incidence de la pauvreté monétaire¹ à Karimama est de 53,74% en 2011 alors que cela est de 41,4% et de 36,20% respectivement au niveau de département (Alibori) et au niveau national [16]. La Commune a plus de la moitié de sa population qui vit en dessous du seuil de pauvreté et ces ménages ont un niveau de vie faible et de façon équivalente une incidence de pauvreté non monétaire² de 53,4% supérieure à la moyenne nationale estimée à 44,5%. 8,5 % de la population constituée de ménages agricoles, pêcheurs, éleveurs ainsi que des femmes vivent dans l'extrême pauvreté. Cette frange de la population a un faible pouvoir d'achat et un accès réduit aux services sociaux de base. Elle n'arrive pas toujours à assurer leur sécurité alimentaire et nutritionnelle. Elle est aussi très vulnérable, puisqu'elle est la plus exposée aux chocs qui sont des facteurs conjoncturels des crises alimentaires.

1.2. Les facteurs conjoncturels des crises alimentaires et nutritionnelles

Dans cette catégorie se classent principalement les inondations, les sécheresses, la famine, les vents forts et l'invasion des criquets ou autres prédateurs (figure). On retient aussi les incendies et la fluctuation des prix des denrées alimentaires comme des facteurs conjoncturels très importants influençant la prise alimentaire dans la commune.

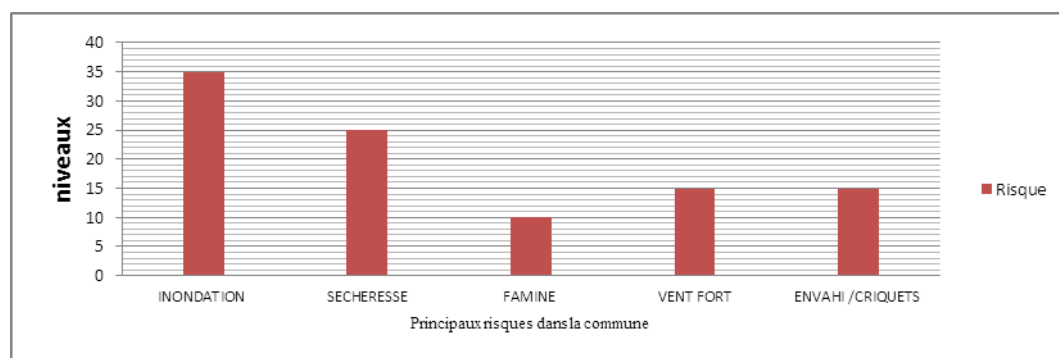


Figure 1 : La figure montre la fréquence des principaux risques dans la commune.

Les aléas climatiques (sécheresse et inondation) constituent des causes conjoncturelles majeures de l'insécurité alimentaire et nutritionnelle des ménages à Karimama affectant durablement les moyens d'existence des populations. Même si certaines années (2010 et 2012 par exemple) ont été particulièrement marquées par des inondations aux conséquences sociales et économiques désastreuses pour la commune, on constate que le phénomène succession sécheresse - inondation est observé par les habitants en alternance. Le schéma observé ces dernières années se présente comme suit : 2008-2009: inondation; 2009-2010: sécheresse; 2010-2011: inondation; 2011-2012: des poches de sécheresse; 2012- 2013: inondation; 2013-2014, 2014-2015, 2015-2016 : inondation. Cette situation a affecté les résultats escomptés des différentes campagnes agricoles surtout en ce qui concerne les emblavures et les rendements et a surtout contribué à décapitaliser les ménages vulnérables. En ce qui concerne la fluctuation des prix des denrées alimentaires, les marchés céréaliers sont souvent caractérisés par de fortes variabilités inter annuelles, trimestrielles voir mensuelles. Les périodes de fortes disponibilités (récoltes) sont souvent accompagnées de la chute brusque des prix dont l'ampleur dépend de la configuration de la saison agricole selon qu'elle soit bonne ou mauvaise. Ces baisses sont généralement suivies un moment plus tard par des hausses progressives pour atteindre un pic pendant la période de soudure où les stocks familiaux sont généralement épuisés amenuisant ainsi, le niveau de l'offre local. Mais bien que constituant une contrainte majeure pour l'accès à l'alimentation des ménages, la concrétisation des risques n'est pas perçue de la même manière par les populations. Pendant que certains ménages voient un avantage dans les inondations parce qu'elle facilite l'accès à l'eau pour l'irrigation et à l'installation des cultures de décrue, d'autres par contre sont très affectés et paient des prix énormes. Cette perception différente des risques conduit à de différentes priorités quant à ce

qui devrait être fait pour réduire les risques. La conséquence est que les ménages présentent de faibles niveaux de préparation. C'est l'une des raisons fondamentales qui réduisent les chances de réussite des systèmes d'alerte précoce. De plus, le niveau de confiance de la population à l'égard des autorités locales et des entités responsables de la surveillance des aléas et de la gestion des secours au niveau local, est faible. On comprend que ces risques ont développé au sein des ménages une résistance relative et toute action d'intervention de résilience doit utiliser selon les situations la capacité de résistance et la faculté d'adaptation de la population. Mais ces actions doivent aussi tenir compte de la structure des capacités des ménages car plus la structure des capacités sera forte et diversifiée, moins l'individu sera vulnérable [3].

2. La structure des capacités des ménages

La structure des capacités des ménages sera analysée à travers les cinq capitaux (humain, Naturel, financier, physique et social) des moyens d'existence. En effet, ces capitaux ou actifs pourront être convertis en capacités en fonction des caractéristiques personnelles des individus, des opportunités sociales et de l'accessibilité aux biens ou services.

2.1. Capital Humain : L'éducation et la santé constituent les deux piliers du capital humain. Elles représentent un catalyseur pour l'augmentation de la productivité et contribuent pour une grande part à la sécurité alimentaire. D'une manière générale, les indicateurs d'appréciation de la performance du système éducatif ont affiché, au cours de la période 2014-2015, une allure peu reluisante au niveau de la commune. En effet, le taux brut de scolarisation des enfants de la commune de Karimama est encore faible (Cible 2012 SCRP 114%). 77^e sur les 77 communes que compte le pays, la commune de Karimama a un taux net de scolarisation de 46,02 % contre 87,55 % à l'échelle nationale [17]. Pour ce qui concerne les taux de redoublement, d'achèvement et d'abandon, les statistiques montrent que la commune présente des taux très négatifs et est la dernière commune du Département de l'Alibori et du Bénin. Le taux d'achèvement dans l'enseignement secondaire est faible dans l'ensemble et est plus marqué chez les filles que chez les garçons. En effet, moins de 40% des élèves inscrits dans l'enseignement primaire sont des filles. Cette proportion s'est établie à 35,5% en 2013 contre 39,8%, un an plus tôt, soit un retrait de 4,3 points de pourcentage. Cela est favorisé par la persistance de pratiques culturelles telles que le mariage précoce, mais également par le manque de suivi des parents du fait de la précarité de leur situation sociale. Pendant ce temps, en moyenne 3 écoles primaires (privée et publique), sont créées par année scolaire. Mais cela n'a pas encore pour autant amélioré le ratio élève-maître qui s'est considérablement dégradé en 2013 avec environ près de 88 élèves pour un maître d'école. S'agissant de l'enseignement secondaire, on note en 2013, l'ouverture d'un second Collège d'Enseignement Général (CEG) dans la commune de Karimama. Il s'agit notamment du CEG de Kompa dont la création vient améliorer la disponibilité en infrastructures éducatives. L'analyse de la situation scolaire dans la commune amène à conclure que l'influence des localités environnantes du Niger ainsi que sa position géographique constituent des contraintes à l'amélioration des indicateurs scolaires. Il apparaît que le vrai problème dans cette commune n'est nullement lié aux infrastructures scolaires et à leur accès, mais plutôt à un problème de mentalité car plusieurs écoles construites ne sont jamais fréquentées. Un problème de mentalité car la commune de Karimama est à plus de 92 % islamique. Elle est fortement influencée par l'Islam et ses principes. Les populations perçoivent l'école formelle ou moderne comme un frein à la promotion de l'école coranique. Dans cette perspective, l'enfant qui va à l'école formelle, développe des attitudes contraires aux prescriptions du Coran. Ceci justifie donc la multiplicité des écoles coraniques dans lesquelles les enfants sont plus orientés au détriment de l'école formelle. Les principales conséquences d'une telle perception sont la déscolarisation, le mariage précoce des filles. Il devient alors nécessaire de sensibiliser les maîtres coraniques et les parents sur les droits de l'enfant et l'importance de l'école. En ce qui concerne l'alphabétisation, le taux de réussite au programme d'alphabétisation formelle au profit des populations a évolué en dent de scie au cours des années 2013 à 2015. Ce taux est respectivement de 73,3% en 2013, 79% en 2014 et 69,1% en 2015. Quant aux femmes, leur taux de réussite au programme est passé de 61,5% en 2011 à 82,1% en 2012 puis à 69,2% en 2013, soit un retrait de 12,9 points de pourcentage par rapport à 2012. Le secteur de la santé quant à lui est confronté essentiellement à l'insuffisance de personnel de qualité et d'infrastructures, aux difficultés d'accès du fait de la distance, du coût des soins de santé, du mauvais accueil mais aussi du poids des croyances socio-culturelles et de l'automédication. La situation sanitaire dans la commune de Karimama reste préoccupante et est marquée par la prédominance de nombreuses maladies transmissibles endémiques et endémo épidémiques (paludisme, méningite, VIH/SIDA, tuberculose, choléra, etc.) et l'émergence des maladies non transmissibles (malnutrition, hypertension artérielle, diabète, drépanocytose, etc.). Les principales endémies dominantes et courantes dans la commune de Karimama : le paludisme (42 %), les infections respiratoires aiguës (16 %), les maladies diarrhéiques (11 %) et les traumatismes (10 %). Les maladies à potentiel épidémique telles que la méningite, le choléra et la rougeole sont saisonnières et favorisées par les pratiques socioculturelles, le faible niveau socio-économique des ménages. En effet, se présenter au centre de santé est le dernier recours à faire pour les populations. La raison repose sur le fait que les gens sont toujours habitués à fréquenter les guérisseurs traditionnels qui restent une référence. L'utilisation des plantes médicinales reste recommandée et souvent efficace s'il ne s'agit que d'une simple maladie qui ne demande pas d'intervention chirurgicale ou des soins intensifs. C'est aussi le cas des mères de familles qui préfèrent accoucher à la maison. L'accouchement à domicile est une pratique très répandue. A Karimama, la présence des dépôts de médicaments dans les petites boutiques locales reste toujours prisée parce qu'elle ne nécessite pas une consultation auprès d'un

médecin. L'épicier joue souvent le rôle de conseiller médical en indiquant les médicaments à prendre pour des maladies courantes comme la diarrhée, le paludisme, les maux de têtes et les maux de dents, les simples infections.

Il est indéniable d'admettre que l'éducation et la santé jouent un rôle important pour le bien-être social d'un individu. Elle constitue un élément essentiel du capital humain. En plus l'éducation peut aider à préserver le patrimoine naturel et la biodiversité.

2.2. Capital naturel : Les moyens d'existence dépendent aussi des ressources naturelles et celles-ci sont très importantes dans la réduction de la vulnérabilité des ménages aux chocs et pour la construction de leur résilience. La Commune est la porte d'entrée du désert au Bénin. Mais la zone se situe dans la savane soudanienne. Sa végétation comprend sept formations végétales selon Szaniawsky (1982) [18]. Ce sont la forêt rizicole, la forêt galerie, la forêt claire, la savane boisée, la savane arborée, la savane arbustive et la savane herbeuse. Les espèces végétales les plus courantes à qui sont associées des différentes vertus (alimentaires, pharmaceutiques, cosmétiques ou artisanales) sont les suivantes :

- Le baobab (*Adansonia digitata*), espèces en rapport avec la présence humaine,
- Le Karité (*Vitellaria paradoxa*), utilisé pour la fabrication du beurre de karité exploité comme huile, alimentaire et comme matière première pour les entreprises cosmétiques,
- Le Néré (*Parkia biglobosa*), utilisé dans la fabrication de la moutarde,
- Le tamarin (*Tamarindus indica*), boisson alimentaire et thérapeutique),
- Le cola (*Cola laurifolia*),
- *Andropogon* spp.

Servant de limite entre le Bénin et le Niger, le fleuve Niger traverse la commune de Karimama. Tout le long du fleuve existe des zones humides très appréciées par des espèces aviaires et mammaliennes, la proximité du sahel fait de Karimama un espace géographique aux potentialités éco touristiques énormes et inépuisable. On y trouve les îles aux oiseaux, les prairies, les vues panoramiques, les embouchures des fleuves [19]. On constate l'existence remarquable des cours d'eau (Niger, Mékrou, Alibori), de plaines inondables (Alibori et mares), de cours d'eau pour abreuver et de puits pastoraux. De plus, la nappe phréatique est assez fournie en eau et les terres faciles à exploiter. C'est à juste titre que Karimama est la porte d'entrée de la transhumance transfrontalière. Ce patrimoine naturel est renforcé par des actions régulières de reboisement. En effet, face aux changements climatiques et au phénomène de désertification qui touchent la commune, 20 400 plants en moyenne ont été mis en terre dans la commune dans le cadre de la politique de reboisement initiée par les autorités au cours de la période 2011 à 2013. Mais l'entretien de ces plants semble ne pas être convenablement assuré. Le taux de survie des plants mis en terre au niveau de la commune ne cesse de décroître passant ainsi de 40% en 2011 à 35% en 2012 puis 30% en 2013, soit un taux de survie médian de 35% par an. Autrement dit, sur 100 plants mis en terre dans le cadre des campagnes de reboisement au niveau de la commune au cours de la période 2011-2013, en moyenne 35 seulement survivent. Il reste néanmoins des efforts à fournir surtout quand on sait que la commune subit déjà les affres de la désertification. Il va falloir accentuer davantage les interventions dans la commune tout en mettant en place un dispositif efficace capable d'assurer une meilleure survie des plants mis en terre et une protection des espèces en disparition. On y retrouve aussi une faune assez diversifiée composée de grands mammifères qui participent de la diversité biologique de la Commune tout en constituant un ferment pour le développement économique.

2.3. Capital Economique : La pauvreté est une réalité qui est vécu au quotidien dans la commune de Karimama. En effet, plus de la moitié de la population soit 53,8% vivent en dessous du seuil de pauvreté monétaire, 63,2 % en dessous du seuil de la pauvreté non monétaire et 8,5 % de la population vivent dans l'extrême pauvreté (EMICoV, 2011). Ces indicateurs montrent que le pouvoir d'achat des populations est faible et que très peu de ménages ont accès aux services sociaux de base. Classée comme l'une des Communes les moins développées du Bénin et du département de l'Alibori, à Karimama les ménages sont caractérisés par leur faible niveau de revenu et un déficit alimentaire. De nombreux ménages vulnérables ont des revenus très limités et n'ont pas d'épargne ou elle est négligeable. Pour certains ménages, les épargnes sont constituées des produits de l'élevage, ces produits sont dès lors réservés pour des situations particulières. Ces ménages vulnérables, présentent le plus grand taux d'insécurité alimentaire et de malnutrition des enfants de 0 à 5 ans. Autant l'épargne des ménages est négligeable, autant les crédits individuels accordés par les structures de micro finance dans la commune sont très limités. En effet, ces trois dernières années, les montants moyens des crédits octroyés sont de 6 685 666 FCFA pour l'agriculture/élevage; 1783 333 FCFA pour le transport; 14 625 000 FCFA pour le commerce et 1589 476 FCFA pour les autres (saliés) (Guichet CLCAM Karimama). Ces montants infimes incluent bien les femmes et les hommes. La difficulté de mobiliser les épargnes des ménages serait à l'origine de cette faiblesse de crédits octroyés dans la commune. Mais il y a des microcrédits qui ne tiennent pas compte forcément de la mobilisation de l'épargne des ménages ce sont les microcrédits au plus pauvres (MCP). Ces microcrédits pratiqués entre 2010 et 2016 sont exclusivement destinés aux femmes pour le renforcement de leurs activités génératrices de revenus. Le tableau 2 présente le niveau d'accès à ces microcrédits MCP de 2010 à 2013 dans la commune.

Tableau 2 : Niveau d'accès aux Micro Crédits aux Plus Pauvres (MCP) dans la commune de 2010 à 2013.

Année	Nombre de bénéficiaires	Montants placés
2010	1 976	59 070 000
2011	1 976	59 070 000
2012	1 976	59 070 000
2013	2 451	74 860 000

Source: Fonds National de la Micro finance.

On constate que contrairement aux institutions de micro finance classique, le nombre de bénéficiaires et les montants placés sont relativement plus importants. Cela pourrait offrir une bonne opportunité au développement des activités génératrices de revenus et du petit commerce. Et lorsqu'on sait que la Commune de Karimama dispose d'importantes infrastructures marchandes, ces activités permettront aux ménages d'augmenter leur marge de manœuvre en cas de choc ou de crise alimentaire.

2.4. Capital physique : Le capital physique sera apprécié à travers l'évolution des superficies cultivées et le statut des terres (propriété, location, métayage), et ainsi l'équipement agricole et le cheptel possédé dans la commune. Ces dernières années, les superficies des principales cultures ont très peu évolué. La moyenne des terres cultivées pour les principales cultures sont respectivement de 1842 ha pour les cultures industrielles, 16422 ha pour les cultures céréalières, 5491 ha pour les légumineuses, 47 ha pour les Racines et tubercules et 2947 ha pour les cultures maraîchères. Les superficies des cultures ont peu varié ces dernières années. Cela peut s'expliquer par la limite des terres disponibles dans la commune du fait des limites fixées par le Parc W (5/6 de la superficie totale de la commune. Les ménages pour la plupart (86,1%) sont propriétaires des terres qu'ils cultivent. L'option de location de terres existe et est pratiquée par 12,6% de ménage alors que seulement 1,3% des ménages ont empruntés les terres cultivées. Mais la Commune peut se vanter de posséder quelques potentialités comme les bas-fonds au bord du fleuve Niger et de l'Alibori, propices à la production de produits maraîchers et de pommes de terre. L'utilisation des matériels et équipements agricoles modernes n'est pas guère répandue (tableau 3). La plupart des ménages sont encore aux outils traditionnels (houe, daba, coupe-coupe, etc.) bien que la pratique de la culture attelée s'installe progressivement.

Tableau 3 : Nombre de matériels et équipements pour la production végétale dans la commune entre 2012-2014.

Arrondissements Types	Karimama centre	Kompa	Monsey	Bogo-Bogo	Birni-Lafia	Total
Tracteur	5	50	50	0	0	5
Motoculteur	1	0	0	0	0	1
Attelage	5	0	0	0	0	5
Remorque	1	0	0	0	0	1
Charrue à socs	2	0	0	0	0	2
Pulvériseur	1	0	0	0	0	1
Charrette	155	128	170	135	168	756
Semoir à riz	1	0	0	0	0	1
Motopompe	3180					3180
Herse	1	0	0	0	0	1

Source : SCDA, 2014.

En ce qui concerne les semences, il faut remarquer qu'il y a une nette prédominance des ménages produisant eux-mêmes les semences dans la commune (90%). La portion de ménages bénéficiant des dons en semences de la part du Gouvernement sont infimes. Les achats de semences constituent après l'autoproduction, la deuxième principale source d'approvisionnement en semences pour les ménages. Quant à l'utilisation de l'engrais, elle est la pratique la plus répandue dans les communes; 42,4% des ménages sont concernés. Bien qu'en proportion faible, les ménages utilisent différentes sortes de combinaison d'intrants en fonction de leur moyen. Ces intrants chimiques sont plus utilisés au niveau des cultures maraîchères qui sont plus pratiquées en culture irriguées. On estime à plus de 20% des ménages agricoles pratiquant l'irrigation sur les cultures de riz et celles maraîchères. Mais l'utilisation des engrais chimiques ne se fait pas remarquer sur le niveau des rendements qui reste globalement faible. Les principales cultures comme le maïs, le sorgho et les racines et tubercules puis le mil, l'arachide, le coton, et dans une moindre proportion, le riz, le soja, l'oignon et le niébé sont encore en dessous de leur rendement. Cette faiblesse du niveau de rendement des cultures vivrières n'est pas de nature à assurer la disponibilité alimentaire tant souhaitée au niveau de la commune. En ce qui concerne la possession du cheptel, la commune est très bien lotie. En effet, Karimama, comparé à l'ensemble du pays, détient 8,11% des bovins, 9,73% des ovins, 16,12% des caprins, 50,64% des asines, 16,95% des équins et 7,71% des volailles (PDC, 2011). Le nombre de têtes de bovins est estimé à plus de 40000. L'élevage constitue l'un des atouts de la commune; la richesse et l'épargne des ménages se situent à ce niveau. La plupart des ménages pratique l'élevage certes à des échelles variées. Certains ménages (la majorité) l'élevage des petits ruminants et d'autres (les éleveurs peulh) l'élevage des gros ruminants (bovins et ovins). Il existe dans la commune des parcs modernes de vaccination et des marchés à bétails.

La dynamisation du secteur agricole à travers la maîtrise de l'eau, la valorisation des terres cultivables et l'aménagement des bas-fonds en vue d'une diversification de l'agriculture et le développement de l'élevage et de la pêche pourraient contribuer énormément à renforcer la disponibilité alimentaire dans la commune. Ceci participerait d'un rayonnement social des ménages de la commune.

2.5. Capital Social : Cinquième pilier des moyens d'existence des populations, le capital social est plus difficile à mesurer par rapport autres capitaux. Mais on peut avoir une idée de ce capital à travers les transferts en argent ou en nature, la participation aux activités associatives et culturelles (cérémonies, associations, groupements, etc.). A Karimama, environ 2,78% des ménages ont connu le phénomène de migration et les transferts reçus des migrants restent faibles. La valeur moyenne mensuelle des transferts de fonds est de 2133 FCFA.

Ce montant bien qu'assez faible traduit l'attachement des membres de la famille qui sont allés ailleurs, sûrement où les conditions sont bien meilleures, à ceux qui sont restés et dont les conditions sont plus précaires. Cela peut inspirer les programmes de filets sociaux de sécurité dans la commune. La vie en communauté et des réseaux sociaux restent le noyau de communication de l'ensemble des populations. En effet, Karimama est un pays djerma, la richesse de son patrimoine culturel est faite de diverses pratiques de danse et d'activités traditionnelles. Chez les hommes, nous avons : Dembé, Toutui (boxe traditionnelle), lutte traditionnelle, Takey, Gani Gobou, Sara Gani, Tchang Gani. Les femmes par contre s'illustrent par des danses appelées: Faade, Fonido, Kaada, lélindjé, kaka-Bojou, Bétou-Bétou, Kaour. Mais le Guondo, chiou-watché, Kokomba sont considérées comme des danses mixtes. Ces activités et danses se pratiquent lors des fêtes populaires ou des cérémonies comme les cérémonies des pêcheurs, des forgerons, des féticheurs, les fêtes de la Gani et les cérémonies de Sinagbarou. Des orchestres traditionnels, dans bon nombre de villages (Tondikoaria, Mamassy Gourma), animent les cérémonies, « bals poussière ». Ces cérémonies et fêtes populaires qui sont des instances de distraction jouent un important rôle dans la consolidation des liens des communautés.

La commune dispose aussi de grande potentialité dans le travail des femmes ou dans leur vie associative. Plusieurs associations ou groupements de femmes interviennent dans la production de la richesse à travers les activités génératrices de revenus. Il s'agit principalement des associations des transformatrices de feuille d'oignons en boulettes, des groupements de transformation de poisson et des groupements de transformation de l'arachide. Enfin on peut considérer l'appartenance de la quasi-totalité de la population de la commune à la religion islamique comme un atout en ce qui facilite des réseaux de communication, d'échanges et de partage. Cette appartenance confessionnelle associée au respect des aînés et à la hiérarchisation sociale dans la commune peuvent être particulièrement intéressantes en cas de crise car elle participent du maintien de l'équilibre social.

On peut déduire que c'est à travers ses éléments historiques et socioculturels qui caractérisent la société que les ménages vulnérables de karimama ont pu se perpétuer devant des circonstances économiques et alimentaires particulièrement difficiles. Ces différents éléments pourraient influencer les stratégies de résilience à l'insécurité alimentaire et nutritionnelle, tout en tenant compte de leurs aspects positifs qui pourraient constituer un atout pour une sécurisation alimentaire dans la commune. Mais il faut que cela s'insère dans des actions positives.

3. Les actions sociales dans la commune

Les actions sociales peuvent prendre quatre formes: l'action traditionnelle, l'action affective, l'action rationnelle « en valeur » et l'action rationnelle « en finalité » [20]. Les différents acteurs de développement reconnus par tous sont l'Etat, la société civile, les communautés à la base et les partenaires au développement. L'analyse des actions porterait sur les activités de ces acteurs du développement.

3.1. L'action traditionnelle : C'est un comportement guidé par la coutume ou une croyance de longue date. Il s'agit ici de parler de la pratique de la traite des enfants, la violence faite aux femmes et la perception de l'alimentation au niveau des ménages de la commune. Ces pratiques de longue date peuvent être vues sous plusieurs angles et pourront être exploitées pour la résilience à la sécurité alimentaire et la nutrition.

3.1.1. Traite des enfants et autres abus : Dans la commune de Karimama, la traite des enfants est une pratique courante. C'est un phénomène qui affecte beaucoup d'enfants et qui est particulièrement préoccupant car avec un taux de 51%, les enfants (0 à 14 ans) constituent plus de la moitié de la population. Les déterminants de cette pratique sont entre autres: la pauvreté des parents, la méconnaissance par les parents des droits des enfants, le décès précoce de certains parents, la prévalence de la polygamie, les naissances non contrôlées, la séparation des parents et en partie la fuite de responsabilité de certains parents, la prévalence de l'insécurité alimentaire. Les stratégies de sécurité alimentaire doivent tenir compte de cette réalité de la commune dans les interventions. Ces stratégies doivent rechercher les aspects positifs de cette pratique en essayant de concilier leur perception du phénomène avec celle des ménages et des communautés. Cela permettrait d'envisager la création d'une vie plus heureuse dans la commune par des investissements conséquents. A travers des investissements dans la création de centres d'affaires, d'entreprises, etc. la jeunesse de la commune pourrait être récupérée et épanouie.

3.1.2. Violences faites aux femmes : Les violences faites aux femmes tout comme la traite des enfants est un phénomène traditionnel très fréquent dans la commune. Il se manifeste sous plusieurs formes. Les formes les plus fréquentes ont trait aux insultes, à la privation de nourriture, au refus de paternité, aux coups et blessures infligées aux femmes, au viol, etc. La persistance du phénomène réside dans la faible dénonciation des cas par les femmes victimes de ce phénomène d'une part et d'autre part par la non application des textes au regard du poids des pesanteurs sociologiques et des chefferies traditionnelles. Ces dernières le plus souvent interviennent auprès du Centre de Promotion Sociale et de la Brigade de Gendarmerie en sollicitant leur indulgence pour se saisir des cas et procéder à des règlements à l'amiable. Dans la commune de Karimama, la participation des femmes au processus de prise de décision est faible. En effet, la place de la femme est celle que la société ou le chef du ménage veut bien lui donner. Elle occupe en priorité la fonction de reproductrice avant celle de productrice. Elle est marquée par une division sexiste des rôles et tâches assignés aux enfants ; le garçon naturellement aux champs avec son papa ou à l'école, tandis que la fille est au marché avec sa mère ou est appelée à s'occuper de ses petits frères en bas âge. Ceci justifie à bien des titres la non scolarisation des filles et le fort taux d'analphabétisme au niveau des femmes soumises à toutes les formes de discriminations, ce qui constitue une entrave à son épanouissement socio-économique. Mais la population des femmes dans la Commune est d'environ 50,31 % et 22,2% des ménages sont dirigés par des femmes [15]. Il est alors évident que des mesures appropriées doivent être prises pour permettre à la femme de la commune de vivre la plénitude de son être et d'être épanouie. La résilience des ménages à l'insécurité alimentaire passe aussi par là. Autant, il est nécessaire de se pencher sur la situation de la femme, il faut aussi le faire pour les personnes âgées (60 ans et plus) qui sont confrontées à de nombreuses difficultés qui les maintiennent dans une situation de vulnérabilité qui augmentent leur niveau d'invalidité. Les programmes de protection sociale qui garantissent une alimentation adéquate aux plus âgés jouerait en faveur de la sécurisation alimentaire dans la commune.

3.1.3. Perception de la nourriture et habitude alimentaire : Les habitudes alimentaires relèvent prioritairement des conditions agro-écologiques (climat, sols, saisonnalité) et dans une large mesure, des facteurs socioculturels et anthropologiques (démographie, urbanisation, conflits, tabous et interdits, religions, mythes, caractéristiques organoleptiques) sans compter les pressions économiques, tout ceci sur un fond de disponibilité alimentaire. En effet, les valeurs culturelles déterminent la qualité de la nourriture nécessaire et sont aussi importantes que la simple quantité [21].

Alors qu'en milieu urbain, manger est tout un art, chez les ménages de la commune, la nourriture sert juste à calmer la faim. Aucune disposition particulière n'est prise pour que l'alimentation apporte à l'organisme les nutriments nécessaires pour une vie saine et active. En général, dans la commune, deux plats sont souvent associés au cours d'un repas. Il s'agit du « plat de résistance » fait d'aliments de base (racines, tubercules, céréales, produits amyliacés) et du plat d'accompagnement, généralement la sauce, de composition variable suivant les ethnies et les coutumes (viande ou poisson, condiments divers, légumineuses, légumes feuilles, légumes graines, légumes fruits ou légumes racines). Mais on fait un certain nombre d'observations:

- la primauté de la quantité sur la qualité, le plat d'accompagnement ayant selon les ménages vulnérables une valeur accessoire. La sauce est donnée en fonction de la quantité de plat de résistance. Le fondement régissant ce comportement est que : « la sauce, la viande, l'oeuf ou le poisson ne rassasient point, c'est la pâte ou l'igname pilée qui rassasie » ;
- des erreurs culinaires non négligeables occasionnent d'importantes pertes de nutriments et des contaminations graves au cours des traitements technologiques traditionnels et de la cuisson ;
- des erreurs d'appréciation des valeurs nutritives des aliments : certains aliments à l'instar des arachides, des haricots, des légumes feuilles, de l'huile de palme, de la papaye ou des fretins sont peu appréciés alors que d'autres par contre sont surestimés comme le sucre, le lait concentré sucré en boîte et les bouillons de cube ;
- l'inéquitable répartition des rations alimentaires entre l'homme, la femme et les enfants au sein de la famille ; ces pratiques sont sources d'importants dégâts nutritionnels au niveau des individus et des ménages.

Ainsi, pour la construction de la résilience des ménages, il ne suffit pas seulement d'augmenter les disponibilités alimentaires des ménages pauvres mais il faut prendre des mesures pour en assurer la salubrité, l'hygiène et la qualité au cours des opérations de traitement, de transformation, de stockage ou de conservation ainsi que l'équité dans la répartition intrafamiliale.

Il y a des pratiques alimentaires simples mais profitables à la nutrition humaine. Par exemple, la consommation de certaines sauces préparées à base de feuilles, des bouillies non mélangées, le fromage de soja, l'huile rouge, etc. peut être une source de diversification du régime alimentaire.

3.2. L'action affective : L'action affective relève des réactions instinctives. Nous parlerons ici de la croyance à la religion musulmane qui est très répandue dans la commune.

3.2.1- La foi musulmane : On l'avait dit plus haut que dans la commune de Karimama, la population est à plus de 92% musulmane. Le sens donné à la religion est un élément fondamental qui aide à surmonter les épreuves. Il dépend de notre histoire, de nos valeurs, de nos croyances et nous amène à orienter ou à réorienter notre vie afin que l'expérience

douloureuse n'envahisse pas toutes les sphères de notre existence. L'adhésion à une foi est un autre moyen de façonner la résilience dans la mesure où elle est suffisamment souple pour s'allier aux autres facteurs de protection [2]. La foi a un effet apaisant qui apporte du réconfort et contribue à donner de l'espoir. En priant, en confiant nos problèmes ou notre détresse à un être supérieur, en partageant notre foi avec les membres de notre famille ou les gens de notre communauté, nous cultivons l'espérance. La recherche de l'intériorité peut aussi nous guider vers la spiritualité, vécue ou non au sein d'une religion. La religion ou la foi peut aider à modifier notre échelle de valeurs, à relativiser l'aspect matériel, à remettre en question notre carrière, à mieux concilier nos vies professionnelle et personnelle, à accorder plus d'importance à l'amour, à la famille, à l'amitié et à savourer chaque moment qui passe [2]. Ainsi, la religion régule les tensions dans les relations sociales au sein de l'économie populaire. La foi relève d'une pratique affective mais elle conduit assez souvent à des actions rationnelles constituant le filet de sécurité de la société.

3.2.2. L'intuition d'une crise à travers des signes de la nature : Se basant sur leur vécu, les ménages ont identifiés quelques signaux et qui de façon combinée annoncent des situations de pénurie ou de crise alimentaire. Ces signaux sont entre autres:

- quand plus précisément à Kargui, la rivière Garou se remplit, il y a inondation cette saison-là dans le village,
- Si une année, le petit mil du Niger donne bien, aussi paradoxal qu'il soit, il ne pleut pas bien dans la commune,
- Quand les primeurs du petit mil comme c'est le cas en 2011 ne sont pas sorties au mois d'août, il y a famine cette année-là,
- si les nigériens viennent à Kargui et ailleurs acheter dans les champs comme ce fut le cas en 2010, les prix de ce fait montent, comme en 2010 où le sac d'oignon a été acheté à 75.000 FCFA, un prix record.
- quand en novembre, la semence de pomme de terre n'est pas dans les exploitations qui vont l'utiliser, on peut s'attendre à avoir une flambée de prix de ce produit cette année.

3.3. L'action rationnelle « en valeur » : L'action rationnelle « en valeur » est fondée sur des valeurs et ne tient pas compte des avantages ou inconvénient qu'elle peut procurer. Les ménages de Karimama en majorité sont connus pour leur vulnérabilité structurelle à l'insécurité alimentaire et nutritionnelle. La malnutrition sous toutes ses formes a atteint un niveau intolérable. La commune est frappée de façon cyclique par des catastrophes naturelles: inondations et sécheresses. Ces indicateurs montrent une précarité de la vie dans la commune et pour tous c'est ainsi. Or, les populations arrivent à se maintenir socialement face aux chocs, aux crises alimentaires, aux problèmes économiques et sociaux, et cela depuis des générations. La conclusion générale à tirer de cette situation en partant de l'observation des réalités, c'est qu'il existe un dynamisme qui se traduit par le développement des connaissances et des stratégies de survie. Les pratiques des stratégies de survie ont donc permis aux ménages vulnérables de vivre et devant les chocs et les crises, elles ont permis de survivre. Dans la commune ces stratégies de survie ou d'adaptation sont:

- dépenser des économies,
- réduire le nombre de repas journaliers,
- consommer les aliments moins coûteux,
- réduire la quantité des repas consommés par repas,
- emprunter de l'argent,
- chercher du travail temporaire en dehors de la communauté,
- acheter de la nourriture à crédit,
- vendre les stocks d'aliments,
- vendre le bétail non reproducteur,
- passer des jours sans manger.

L'adoption de ces stratégies de survie est une des façons de faire preuve d'audace et d'initiatives de la part de ménages devant des situations difficiles dans des contextes difficiles. Cette logique de survie devenue un « cercle vicieux » peut freiner les initiatives individuelles mais elle peut aussi conduire à des actions rationnelles bien pensées.

3.4. L'action rationnelle « en finalité » : L'action rationnelle est motivée par un calcul coûts / avantages. L'individu se fixe un objectif et détermine les moyens les plus efficaces pour y parvenir. Les moyens mis en œuvre sont adaptés aux buts recherchés. Il s'agira alors de parler des pratiques ou structures dans la commune qui participent de par leurs actions respectives à assoir les fondements d'une résilience à l'insécurité alimentaire et nutritionnelle. Ces structures sont: la Mairie qui a la gouvernance locale, La Plate-forme communale de réduction de risques catastrophes et le cadre de concertation communal de sécurité alimentaire et nutritionnelle.

3.4.1. La gouvernance locale: la Marie de karimama : L'avènement de la décentralisation a consacré les Mairies comme des dépositaires du pouvoir décentralisé. Sous la coordination du Secrétaire Général, l'administration communale est animée par 08 services créés pour répondre aux enjeux de la décentralisation malgré le sous équipement et le faible niveau de qualification des agents. Les agents assument les fonctions d'une administration de développement aux côtés du conseil communal qui a à sa tête le Maire. Le conseil communal de Karimama fonctionne car les sessions ordinaires et extraordinaires sont tenues à bonne date. Les conseils d'arrondissements quant à eux fonctionnent à des vitesses

différentes d'un arrondissement à un autre. La commune dans son fonctionnement s'est dotée de plusieurs outils pour répondre aux attentes des populations. Ces outils qui sont le Plan de Développement Communal (PDC) et les Plans Annuels d'Investissement (PAI) sont renforcés par des relations de coopération décentralisée Commune-Commune, les partenariats et l'intercommunalité (APIDA pour la commune de Karimama). La gouvernance locale, même si parfois ces objectifs genres «étatiques» ne correspondent pas aux attentes des populations, est un dispositif solide qui faciliterait la coordination des interventions pour assoir une culture de résilience. C'est d'ailleurs pour cette raison que les deux autres structures s'appuient sur elle dans le développement de leurs activités.

3.4.2. La Plateforme communale de réduction de risques catastrophes : La Plateforme communale de réduction de risques catastrophes a été mise en place par décret du Gouvernement; Cadre multi acteurs, il est constitué de l'ensemble des structures publics et privées (services déconcentrés, société civile etc.). Cadre consultatif au conseil communal en matière de risques et catastrophes; Le fonctionnement de la plateforme est basé sur le plan de contingence qui analyse les trois grands aléas qui menacent la population de la commune. Créé en 2004 sous le nom de Comité Communal de la Protection Civile Comité Présidée par le Maire de la commune; Il rassemblait seulement les chefs de service déconcentrés de l'Etat et certaines ONG intervenant dans la commune. La plateforme assure le leadership de la prévention, de la préparation, des sauvetages, des réponses aux crises et la coordination des autres directions thématiques du système de prévention et de gestion des catastrophes.

En matière de SAP, elle:

- reçoit et diffuse l'information en temps opportun et utile des bulletins/messages d'alerte permettant à des individus, des communautés et des organisations menacées par un danger, de se préparer et d'agir de façon appropriée en temps utile pour réduire le risque de dommage ou de perte (mesures non structurelles),
- sensibilise les populations sur les risques de catastrophe,
- forme et sensibilise sur les gestes qui sauvent,
- diffuse l'alerte suivant le circuit normalisé de communication et de diffusion des alertes Hydro-climatiques,
- fait le suivi des réactions,
- évalue et capitalise les acquis.

3.4.3. Le Cadre de Concertation Communal Sécurité Alimentaire et Nutritionnelle : Dans le souci d'apporter sa contribution à la mobilisation et à l'éveil de conscience collective dans le domaine de la sécurité alimentaire et nutritionnelle à la base, la Plate-forme Béninoise pour la Sécurité Alimentaire (PBSA), a appuyé la mise en place de cadres de concertation sur la SAN (CCCSAN) dans la commune de Karimama. Ce cadre institué par un Arrêté communal fait de la coordination et l'harmonisation des interventions des différents acteurs intervenant dans la Sécurité Alimentaire et Nutritionnelle au niveau local un principe essentiel d'amélioration de la gouvernance de la SAN dans la Commune. La mise en place du CCCSAN s'inscrit dans la stratégie d'amélioration de la gouvernance locale de la sécurité alimentaire. Créés depuis 2010, ces CCCSAN ont bénéficié de plusieurs appuis (base de données SAN niveau local, outils d'analyse de la vulnérabilité alimentaire locale, etc.). Ils ont aussi développé de solides expériences en matière de mobilisation des acteurs locaux et d'influence des décideurs au profit de la SAN. Les principaux acteurs membres des cadres de concertations sont : l'administration communale représentée par le Maire de la Commune, les structures techniques représentées par le Centre de Promotion Sociale (CPS), les structures de santé, le Service Communal de l'Environnement et de la Protection de la Nature (SCEPN), le Secteur Communal de Développement Agricole (SCDA), les Organisations Non Gouvernementales (ONG) actives dans la Sécurité Alimentaire et Nutritionnelle et les Projets/Programmes de SAN exécutés sur le territoire de la Commune etc., les structures locales de sécurité : police, gendarmerie, les Organisations Communautaires de Bases (OCB), notamment les structures faïtières des organisations d'acteurs actives dans le domaine de la SAN. Le cadre de concertation est animé au quotidien par un Comité de cinq (5) à sept (07) membres désignés parmi les acteurs. Ce comité est structuré de la manière suivante : Président : Le maire ou son représentant, un ou deux vices Président (s) et un ou deux rapporteurs. Par ailleurs, un point focal désigné par le Maire joue le rôle de gestionnaire de base de données et de mémoire technique du CCCSAN.

Ces différentes structures facilitent la mise en synergie de tous les acteurs concernés pour négocier les différences entre acteurs en matière de calendriers, de valeurs et d'échelle. Tenir compte des spécificités et de l'originalité des idées, des moyens et des actions de chaque acteur ainsi que de son temps et son espace nous permet de mieux cerner les dynamiques de la sécurisation alimentaire dans la commune. Car nous passons également à côté des facteurs qui nous permettraient d'aider les ménages et les communautés à devenir plus résilientes (Shean et Alnouri, 2014)[22].

5. CONCLUSION

Les chocs et les phénomènes naturels ont de plus en plus un effet sur les capacités des ménages à accéder régulièrement, quantitativement et qualitativement aux denrées alimentaires. Et lorsqu'on évoque la résilience dans la sécurité alimentaire, cela signifie qu'il faut prendre en considération tout le dynamisme qui favorise l'épanouissement des ménages. Cette perspective est alors significative dans un milieu comme la commune de Karimama qui est

structurellement dans une situation d'insécurité alimentaire et où la malnutrition a atteint des proportions intolérables. Dans ce contexte, on comprend qu'il faut rompre avec des habitudes trop classiques et stéréotypées de lutte contre la sécurité alimentaire pour envisager des couloirs qui donnent aux populations d'accéder à des ressources leur permettant de construire ou de reconstruire leur existence et de rebondir en puisant à l'intérieur d'eux-mêmes et dans leur environnement. Ainsi, la logique de résilience dans la sécurité alimentaire dans la commune doit tenir compte des principes de base qui déterminent les logiques communautaire et socioculturelle. L'une ne va pas sans l'autre, elles sont étroitement liées et sont en constante interaction. On peut croire que les paramètres de la logique socioculturelle constituent un frein à la résilience, ce qui n'est pas le cas. Il suffit seulement de concilier les perceptions, les savoirs et les connaissances qu'ils soient d'ici ou d'ailleurs pour que s'améliorent les capacités à accéder régulièrement et de façon continue aux denrées alimentaires des ménages vulnérables et que s'installe la culture de la résilience.

6. REFERENCES

1. Buckle P., Marsh G. et Smale S., 2001. Assessing Resilience & Vulnerability: Principles, Strategies & Actions, Guidelines for Emergency Management Australia, Project Grant 15/2000, May, 61p.
2. Rousseau, S., Les facteurs de protection individuels, familiaux et environnementaux qui favorisent la résilience. *Revue Développement humain, handicap et changement social*. 2011; 19(1):61-68. Available on: <http://www.ripph.qc.ca/revue/journal-19-01-2011-09>
3. Gondard-Delcroix C., Rousseau S. Vulnérabilité et stratégies durables de gestion des risques. Une étude appliquée aux ménages ruraux de Madagascar. *Revue Développement Durable et Territoire*, Institut Fédératif de Recherche sur les Economies et les Sociétés Industrielles, Université de Lille1, 2004. Available on : http://www.revue-ddt.org/dossier003/D003_A03.htm
4. EL Malone. Vulnerability and Resilience in the Face of Climate Change: Current Research and Needs for Population Information, 2009. Available on: http://www.globalchange.umd.edu/data/publications/Resilience_and_Climate_Change.pdf
5. Vonthron S, Dury S, Fallot A, Alpha A, Bousquet F. L'intégration des concepts de résilience dans le domaine de la sécurité alimentaire : regards croisés. *Cah. Agric.* 2016; 25: 64001.
6. Care France. Tchad : appui au renforcement de la résilience des ménages affectés par la crise alimentaire l'Est du pays. Paris: CARE France, 2014. Available on: <http://www.carefrance.org/care-actions/programmes-monde/tchad-resilience-crise-alimentaire.htm>. [Google Scholar]
7. USAID. USAID food for peace activity supports food security and drought resilience in rural communities, 2015. Available on : <https://www.usaid.gov/zimbabwe/news-information/press-releases/usaid-food-peace-activity-supports-food-security-and>
8. DFID, 2011 DFID. Defining disaster resilience: a DFID approach paper. London, UK: Department for International Development-UKaid, 2011; 19p. Available on: https://www.gov.uk/government/uploads/system/uploads/attachment_data/file/186874/defining-disaster-resilience-approach-paper.pdf. [Google Scholar]
9. FAO, 2013 FAO. La résilience des moyens d'existence – Réduction des risques de catastrophe pour la sécurité alimentaire et nutritionnelle. Rome, Italie: Division des urgences et de la réhabilitation – Organisations des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture, 2013 ; p105. Available on : <http://www.fao.org/3/a-i3270f.pdf>. [Google Scholar]
10. UNFPA. State of the world population 2015. Shelter from the storm. A transformative agenda for women and girls in a crisis-prone world. New York (USA): The United Nations Population Fund, 2015; 136 p. Available on: https://www.unfpa.org/sites/default/files/sowp/downloads/State_of_World_Population_2015_EN.pdf.
11. UNSCN. 2010. Climate change and nutrition security. Message to the UNFCCC negotiators. In: *United Nations Framework Convention on Climate Change – 16th United Nations Conference of the Parties (COP16)*. Cancun, Mexique: United Nations System Standing Committee on Nutrition, 11 p. Available on : http://www.unscn.org/files/Statements/Bdef_NutCC_2311_final.pdf. [Google Scholar]
12. WFP, 2011 WFP. 2011. Climate change and hunger: towards a WFP policy on climate change. Informal consultation. C-10367E, Rome, Italie: World Food Programme, 15p. Available on: <http://documents.wfp.org/stellent/groups/public/documents/resources/wfp232740.pdf>. [Google Scholar]
13. ACF International. Améliorer la résilience au changement climatique et à la sécurité alimentaire et nutritionnelle. Document de cadrage. Paris, France : Action contre la faim, 2012 ; p17. <http://www.actioncontrelafaim.org/fr/content/ameliorer-la-resilience-au-changement-climatique-et-la-securite-alimentaire-et-0>. [Google Scholar]
14. Heijmans A. 2013. Manuel résilience 2.0 pour les acteurs de l'aide et les décideurs dans les domaines de la réduction des risques de catastrophe, de l'adaptation au changement climatique et de la réduction de la pauvreté. Wageningen : Groupe urgence réhabilitation et développement, Université de Wageningen et Care Hollande, 143 p. <http://www.reachingresilience.org/IMG/pdf/resilience-handbook-fr.pdf>. [Google Scholar]
15. RGPH4. 2013. Recensement Général de la Population de l'Habitat 4. INSAE, Bénin, Cotonou, 33p
16. EMICOV.. Enquête Modulaire Intégrée sur les Conditions de Vie des Ménages Bénin 2011, Deuxième édition, Rapport Préliminaire, INSAE. Cotonou, 2011 ; Bénin.
17. INSAE. 2012. Annuaire Statistiques du Ministère des Enseignements Maternel et Primaire/DDEMP Borgou-Alibori, 2010. <http://www.insae-bj.org/annuaire-statistique.html?file=files/publications/annuel/Annuaire%20statistique%20INSAE%202010.pdf>
18. Szaniawsky H. Développement des parcs nationaux : Plan directeur du Parc National du W du Niger. Rapport technique 3 PNUD/FAO, Rome, 1982 ; 98 pp.
19. PDC. Plan de Développement Communal de Karimama, Troisième Génération. APIDA, Alibori, Bénin, 2017; p 231.
20. Weber M. 1965, *Gesammelte Aufsätze zur Wissenschaftslehre*, Tübingen, Mohr, 1951 ; trad. fr. cité par Nathalie Bulle. L'explication de l'action sociale. Année Sociologique, Presses Universitaires de France. 2005 ; 55(1): 9-18.
21. EGG J. La prévention des crises alimentaires au Sahel et le rôle des dispositifs d'information. *Statéco*. 1997; (87-88):5-20.
22. Shean, A., et Alnouri, S. Repenser la résilience Prioriser l'intégration du Genre pour améliorer la résilience des ménages et des communautés à l'insécurité alimentaire dans le Sahel, Mercy Corps, Septembre 2014. Available on : mercy Corps.org/sites/default/files/Mercy%20Corps%20Gender%20and%20Resilience%20September%202014.pdf
23. Sen A.K 2000, Un nouveau modèle économique : développement, justice, liberté. Odile Jacob.
24. Silber J. 2001, Amartya Sen et la mesure de la croissance économique et du développement social. *Revue d'économie du développement*. 2001; 3: 107-135.

Citer cet article: Edoun Emmanuel Guy, and Mongbo L. Roch. LES ACTIONS SOCIALES ET LA RESILIENCE EN SECURITE ALIMENTAIRE DES MENAGES VULNERABLES: CAS DE LA COMMUNE DE KARIMAMA AU BENIN. *American Journal of Innovative Research and Applied Sciences*. 2018; 7(1): 24-35.

This is an Open Access article distributed in accordance with the Creative Commons Attribution Non Commercial (CC BY-NC 4.0) license, which permits others to distribute, remix, adapt, build upon this work non-commercially, and license their derivative works on different terms, provided the original work is properly cited and the use is non-commercial. See: <http://creativecommons.org/licenses/by-nc/4.0/>